

histoire
politique
société

le débat

Continuer Le Débat

Jérôme Batout, Dominique Bourg, Laurent Bouvet, Jean-François Colosimo, Monique Dagnaud, Régis Debray, Bénédicte Delorme-Montini, Camille Froidevaux-Metterie, Marcel Gauchet, Mara Goyet, Pascal Griset, Nathalie Heinich, Jacques Julliard, Hervé Juvin, Pierre Nora, Pascal Ory,

30 ANS

Alain Papaux, Dominique Pestre, Krzysztof Pomian, Olivier Postel-Vinay, Bernard Poulet, Jean-Christophe Rufin, Christian Vandendorpe, Hubert Védrine, Bénédicte Vergez-Chaignon, Michel Winock, Paul Yonnet

numéro **160** mai-août 2010

Gallimard

3 *Pierre Nora : Continuer Le Débat*

4 *Régis Debray, Pierre Nora : Pourquoi des revues ?*
14 *Lettre de Régis Debray à Pierre Nora.*
18 *Lettre de Pierre Nora à Régis Debray.*

LE MONDE TEL QU'IL CHANGE

23 *Hubert Védrine : La redistribution de la puissance. Entretien.*
37 *Paul Yonnet : La sortie de la révolution.*
47 *Michel Winock : Méandres de la gauche.*
64 *Pascal Ory : Trente Glorieuses, Trente Critiques : et maintenant ?*

FONDAMENTAUX

72 *Marcel Gauchet : Trois figures de l'individu.*
79 *Jean-François Colosimo : Métamorphoses du divin. Un reportage d'idées.*
94 *Dominique Bourg, Alain Pajoux : Écologie, 1980-2010 : de l'exception française à la normalisation.*
115 *Dominique Pestre : Des sciences et des productions techniques depuis trente ans. Chronique d'une mutation.*
132 *Pascal Griset : L'émergence d'Internet. Entre imaginaire universel et réalités américaines.*
151 *Christian Vandendorpe : Bouleversements sur le front de la lecture.*
161 *Monique Dagnaud : Le web, ce laboratoire du capitalisme sympa.*

MODES ET MODÈLES

178 *Bénédicte Delorme-Montini : Le moment post-moderne.*
197 *Olivier Postel-Vinay : Cognition et évolution : un nouveau paradigme.*

POINTS ET CONTREPOINTS

Bulle. Le réel, la finance et le moi, *Hervé Juvin* 212 **Com**?. Machiavel et les médias, *Bernard Poulet* 220 **Communautarisme.** Minorités et identités, *Laurent Bouvet* 223 **Diversité.** Les ruses de l'uniformité, *Krzysztof Pomian* 226 **Émotion.** Un cycle collectif, *Krzysztof Pomian* 229 **Genre.** Magie d'un mot, *Camille Froidevaux-Metterie* 233 **ONG (humanitaire).** La politique de l'urgence, *Jean-Christophe Rufin* 241 **Patrimoine.** Vers une carapace virtuelle? *Pierre Nora* 243 **People.** Visibles et invisibles, *Marcel Gauchet* 247 **Populisme.** Un concept anticorps, *Jacques Julliard* 250 **Valeur (pour l'actionnaire).** Le combat sans débat, *Jérôme Batout* 258 **Victime.** L'horizon indépassable de notre temps, *Krzysztof Pomian* 265.

À SAUTS ET À GAMBADES

Association. *Krzysztof Pomian* 270 **Biopic.** *Mara Goyet* 273 **Burqa.** *Mara Goyet* 273 **Coach.** *Bénédicte Vergez-Chaignon* 274 **Concept.** *Marcel Gauchet* 275 **Construction sociale.** *Nathalie Heinich* 276 **Critique.** *Marcel Gauchet* 278 **Deuil.** *Mara Goyet* 278 **Éco-.** *Bénédicte Vergez-Chaignon* 279 **Écoute.** *Bénédicte Vergez-Chaignon* 283 **Galvaudéculés.** *Mara Goyet* 284 **Genre.** *Nathalie Heinich* 284 **Impacter.** *Mara Goyet* 285 **J'avoue.** *Mara Goyet* 286 **Lunettes.** *Mara Goyet* 286 **Noir.** *Mara Goyet* 286 **Parodie.** *Mara Goyet* 286 **Power Point.** *Mara Goyet* 287 **Sex toy.** *Mara Goyet* 287 **Tacler.** *Mara Goyet* 288 **T 9.** *Mara Goyet* 288.

les à-côtés psychologiques et moraux du système ; ils sont au cœur de celui-ci. Les rémunérations des banquiers et des *traders*, moralement inexcusables, ne sont plus financièrement marginales : elles représentent jusqu'à 40 % des profits des établissements financiers.

Faute de s'évader vers des exutoires extérieurs, le ressentiment des populations demeure, lui aussi, à l'intérieur du système. Le populisme est devenu psychologiquement et politiquement le seul débouché concevable à la colère qui gronde et à la misère qui s'accumule. Sa stigmatisation devient jour après jour inopérante, à l'instar de ce qui se passe pour la xénophobie. L'absence complète de réaction de la part du mouvement ouvrier et socialiste, son incapacité à s'organiser et à agir à l'échelle internationale pour faire face à la mondialisation capitaliste ouvrent toute grande la porte à des réactions identitaires et moralisantes. Le populisme n'est pas seulement l'envers caché et sombre du parlementarisme ; il est la rançon de l'impuissance de la social-démocratie. La situation actuelle lui offre un bel avenir, sous des formes variables selon les climats.

On l'aura compris, le populisme ne doit pas être abordé comme un régime primaire ; il n'a pas sa place dans les classifications de Montesquieu. Il n'est pas non plus une idéologie de base. Il est une réaction de rejet aux régimes et aux idéologies en cours dans les sociétés industrielles. Quand le peuple devient populiste, les élites rêvent de changer le peuple ou de se passer de lui. La bourgeoisie avait rêvé d'une démocratie sans le peuple ; les classes dominées lui répliquent par l'exaltation du peuple au détriment de la démocratie. C'est l'élitisme des élites qui secrète, comme un anticorps, le populisme du peuple. C'est une situation double, à laquelle on n'échappera pas par des malédictions ou par de vertueuses condamnations. La question

posée est celle de la cohésion des États industriels modernes. Le capitalisme financier a déjà inventé l'industrie sans les usines ; va-t-il inventer la politique sans société ? Autrement dit, les démocraties libérales ont-elles encore le désir et le moyen de demeurer des sociétés ?

Jacques Julliard.

Valeur (pour l'actionnaire)

Le combat sans débat

Nul besoin d'être au cœur des sièges sociaux de la Défense ou des banques de Canary Wharf pour avoir conscience de l'objectif de toute entreprise cotée qui se respecte : elle inscrira comme premier commandement, sur le frontispice de son rapport annuel, l'impératif de la « création de valeur pour l'actionnaire ». Étrange itinéraire de cette expression, dont le destin prévisible était de demeurer un concept assez technique d'économie financière, et qui s'est imposée en quelques années dans l'espace public comme le slogan numéro un du capitalisme contemporain. Il est devenu presque impossible de souligner combien la dominance du critère de la valeur pour l'actionnaire fait suite à un tout autre univers, à une autre manière de considérer l'entreprise – son existence sociale, ses jeux de pouvoirs, ses objectifs économiques. Et pourtant, il y a bel et bien eu un avant. Comment la création de valeur s'est installée au poste de commandement, c'est ce qu'il s'agit de comprendre.

Jacques Julliard est directeur-adjoint de la rédaction du *Nouvel Observateur*. Il a récemment publié *La Reine du monde. Essai sur la démocratie d'opinion* (Flammarion, 2009).

Il est permis de penser que le succès de l'idée repose en fait sur une étrange coïncidence, entre deux substitutions très notables qui ont eu lieu durant les trente dernières années. D'une part, la substitution, partout dans la sphère publique, des « valeurs » aux « enjeux ». D'autre part, la substitution de l'actionnaire au manager comme titulaire du pouvoir économique. Éclaircir la faveur de l'expression « valeur pour l'actionnaire » implique ainsi de comprendre et la faveur de la valeur et la faveur de l'actionnaire.

Quant à la première substitution, il n'est pas nécessaire d'être un professionnel de la « com' » pour saisir intuitivement les avantages respectifs des « valeurs » et des « enjeux » dans l'animation de la vie sociale et politique. On situe spontanément les enjeux du côté de la rationalité, de l'argumentation et du jugement. Mais qui dit argumentation, jugement, dit aussi possibilité de la controverse et du désaccord : les enjeux promeuvent un environnement fortement dialectique et potentiellement polémique. À l'inverse, ce qu'on appelle dans notre époque « les » valeurs se situe dans le registre des émotions, du flou, de l'indémontrable. Pour le dire simplement : pénétrer dans la salle des enjeux, c'est prendre le risque du combat, du désaccord, du clivage. Dans le salon des « valeurs » règne à l'inverse une paisible atmosphère, car « les » valeurs sont impossibles à expliciter, tout à fait imprécises, et donc semble-t-il, à première vue, d'un usage extraordinairement utile pour une société démocratique dans laquelle les citoyens cherchent à discuter, sans se disputer.

« Les » valeurs dont il est ici question n'ont pas grand-chose à voir avec la signification qu'avait prise le mot dans la première partie du *xx^e* siècle. Et il ne faut pas se tromper sur le diagnostic : on n'a pas tant affaire à un grand

retour des valeurs dans le discours politique qu'à une considérable métamorphose de ce qu'emporte le recours aux valeurs. Pour prendre la mesure du changement, on peut considérer deux expressions qui donnent le ton de l'acceptation de « valeurs » il y a un peu plus d'un siècle, la première, l'« antagonisme des valeurs » (John Stuart Mill) et la seconde, le « polythéisme des valeurs » (Max Weber). Dans un cas comme dans l'autre, aucun doute n'est permis : l'entrée du mot valeur dans le vocabulaire européen fut, il y a un peu plus d'un siècle, tout sauf paisible. Dans le salon des valeurs de 1900, l'atmosphère est très tendue. L'exemple majeur, à l'échelle du *xx^e* siècle, est la question communiste : signe d'une époque où l'on ne parlait pas tant « des » valeurs *en général* que de valeurs *en particulier*, qui avaient du coup la propriété de s'opposer frontalement les unes aux autres. Du coup, « antagonisme », guerre et « polythéisme » des valeurs.

Les valeurs de notre temps sont ainsi très différentes des valeurs d'avant guerre, et il n'est pas certain que Max Weber retrouverait ses petits dans les appels permanents d'une époque à des valeurs ayant la propriété de n'appeler aucune précision supplémentaire. Le pluriel est tellement nécessaire au mot qu'il faudrait songer à ouvrir dans les dictionnaires une entrée distincte du mot valeur selon qu'il est utilisé au pluriel ou au singulier. Comme on l'a suggéré plus haut, l'usage généralisé « des » valeurs – sans plus de précision, tout est là – a deux avantages considérables : d'une part, avec les valeurs, on est dans une zone d'indémontrabilité, où l'argumentation rationnelle ne porte pas. Vous brandissez « vos valeurs », et il n'y a rien à répondre sur le terrain rationnel. Mais aussi, et peut-être surtout : en promouvant « ses » valeurs sans jamais réellement préciser de quelles valeurs il

s'agit, on se donne une chance de fabriquer du flou, de l'ambivalence, du consensus, tout en pouvant justifier grâce à elles tout et n'importe quoi, en termes d'action pratique. Les valeurs de notre temps s'efforcent donc de garder la puissance inspirationnelle du recours à la valeur, tout en dissolvant sa puissance conflictuelle. Telle est la métamorphose du concept de valeur dans son usage politique : de la valeur qui oppose aux valeurs qui composent.

Considérons un cas pratique : la question de l'avortement. Présenté ainsi, on a affaire à un enjeu : il y a risque de controverse (et nous savons qu'il y eut). Le passage aux «valeurs», en revanche, vous permet d'obtenir, d'une part, «les droits de la femme» et, d'autre part, «les droits de l'enfant» (ou de l'embryon, je n'entre pas dans le débat). Or un citoyen ne peut raisonnablement être que favorable aux uns et aux autres. Le passage de l'enjeu aux valeurs a pour conséquence de permettre une présentation consensuelle de tout enjeu polémique. Au final, on continue de se battre (peut-être même plus qu'auparavant) : sous l'aimable appel des «*pro-life*» et des «*pro-choice*», la guerre continue. Mais chaque camp a la possibilité de s'appuyer sur «des» valeurs dotées de la résistance d'un pare-brise de Concorde. Cela ne facilite pas la construction des compromis.

Les choses sont plus nettes encore lorsqu'il est question du travail. À droite comme à gauche, en France, l'élection présidentielle de 2007 a tourné autour de la question de la «valeur travail» : au total, tout le monde s'affirme en faveur de cette valeur travail, si bien que plus personne ne comprend rien à un débat pris dans le rideau de fumée des valeurs. Essayez avec vos enfants. Vous prenez n'importe quel thème, vous ajoutez le mot valeur, et tout se passe mieux : «Veux-tu respecter ma valeur sommeil?»,

ou encore : «Ce que tu viens de faire va à l'encontre de toutes les valeurs de notre famille.» Au mieux, vous réduisez l'opposition à néant, au pis, vous gagnez du temps. Seul problème : les acteurs comprennent vite la force rhétorique du dispositif, et vous risquez de vous retrouver dans quelque temps avec des adolescents de douze ans qui brandissent leurs valeurs, si bien que le langage cesse d'être mobilisable comme un moyen de règlement des différends. Il faudra trouver autre chose...

Demandons-nous quelles sont les conséquences du passage aux valeurs. Conséquence de premier ordre : le débat politique s'enlise, pris en otage par un schème («les valeurs») qui ne se prête absolument pas au débat. De ce point de vue, il y a quelque chose de profondément dépolitisant dans «les valeurs» : nous n'avons pas les mêmes valeurs, inutile de perdre notre temps dans la discussion, c'est irréconciliable. Conséquence de deuxième ordre : pour le public, la polarisation de la vie publique – assurée habituellement par l'échange dialectique des arguments – s'éteint, si bien que le débat devient illisible et, pour tout dire, assez ennuyeux : à mesure que tous les acteurs brandissent «leurs» valeurs, le citoyen doute de la valeur du débat. Au total, le passage aux valeurs ouvre la voie à la montée d'une forme de violence (l'instance de l'argumentation étant fermée et la force argumentative du langage étant neutralisée, la force passe ailleurs) et à un engluement du débat public (qui se stérilise à mesure que chacun brandit «ses» valeurs). À l'étage noble des valeurs, donc, grand calme et consensus, ennui même ; dans son sous-sol, violence, combat et irrationnel. Il faut, bien entendu, considérer ensemble les deux étages. Les valeurs, qui en première approche ressemblent à une chance pour la démocratie – débattre sans se combattre –, por-

tent en elles un risque considérable : combattre sans plus jamais débattre. Ce détour par la substitution des enjeux par les valeurs, et des risques pris dans l'opération, permet à présent de se faire une idée plus précise de ce qui se joue dans la «valeur pour l'actionnaire».

C'est qu'en effet, si l'on se tourne vers le monde économique, il est frappant de constater à quel point le terrain de l'entreprise fut conflictuel tout au long des XIX^e et XX^e siècles. C'est depuis cette zone d'activité sociale – la zone de la production – que s'est engagé dès le XIX^e siècle un combat idéologique majeur, thématique par le communisme, et qui a placé au cœur de ses préoccupations le personnage du prolétaire contre le personnage du bourgeois. L'Europe et le monde ont connu bien des conflits lors des cent dernières années, mais la plus longue, la plus permanente de ces guerres fut celle qui prit place dans les usines. L'usine et l'entreprise furent les lieux du conflit, des tensions, des controverses. Et, avec elles, l'activité économique dans son ensemble. Il fallait commencer par rappeler cela afin de montrer en quoi le monde économique est spontanément sensible aux charmes «des» valeurs : lui qui a été un terrible terrain d'affrontement de la valeur communisme contre la valeur capitalisme a sans doute, plus que toute autre sphère sociale, à gagner de la substitution des valeurs aux enjeux. Dans la sphère économique plus encore qu'ailleurs, le remplacement des enjeux par les valeurs est une caractéristique forte de la dernière période. Elle a pour conséquence probable de favoriser la concorde au sein du monde économique, autour de «valeurs» qui sont d'autant plus efficaces qu'elles bloquent l'accès à toute compréhension rationnelle. C'est là que nous nous apprêtons à rencontrer «la création de valeur pour l'actionnaire», dont

chacun admettra qu'elle est la valeur (au sens politique) de la firme contemporaine. Or il se trouve que ce recours est particulièrement radical dans la sphère économique : on est face à une «valeur» encore plus floue (et donc efficace) que d'habitude, puisque dans le monde économique la «valeur» (c'est-à-dire politique) défendue tient à une «valeur» (c'est-à-dire financière, économique). On est dans un raisonnement circulaire. Question : «Quelle est la valeur de la firme contemporaine?» Réponse : «Créer de la valeur.»

Sur le plan de la genèse, c'est à la fin des années 1970 qu'est apparue l'idée de valeur pour l'actionnaire. Du point de vue de l'histoire des idées, on se situe dans le cadre très spécifique de la théorie micro-économique de l'asymétrie d'information, préoccupée par les actions potentiellement néfastes engagées par les managers des entreprises. Le thème est resté très confidentiel pendant presque vingt ans. De fait, le thème de la «bonne gouvernance des entreprises» fait son entrée publique en décembre 1992, *via* la résonance mondiale de la publication à Londres du rapport Cadbury, rédigé à la suite de la découverte, en 1991, du détournement par Robert Maxwell du fonds de retraite de la société qu'il dirigeait. Scandale considérable dans les milieux d'affaires, vive suspicion, qui a donné du grain à moudre à ceux en l'esprit desquels germait l'idée selon laquelle la meilleure façon d'assurer l'intérêt commun des parties prenantes d'une entreprise (les *stakeholders* : actionnaires, salariés, salariés retraités, créanciers – dont le fisc, fournisseurs et clients) était de se préoccuper du sort d'une catégorie en particulier, les *shareholders* (actionnaires). Renversement total de point de vue, dans lequel l'actionnaire devenait le souci numéro un – et plus un souci parmi d'autres – au nom de son

aptitude à faire converger en lui l'intérêt général des autres. L'actionnaire s'est retrouvé incarner le « spectateur impartial » invoqué deux siècles auparavant par Smith, si bien qu'œuvrer pour l'actionnaire n'était plus le fait d'un égoïsme moral mais, au contraire, la preuve d'une éthique économique fondée en raison. Tout le monde ne pouvait que gagner à cette focalisation sur l'actionnaire : les salariés, qui ne verraient plus leurs fonds de retraite détournés, les fournisseurs et les clients, qui ne subiraient plus le risque de discontinuité lié à la faillite frauduleuse, les managers, qui verraient leur blason redoré par l'affaiblissement de la suspicion pesant sur eux. Et, pour couronner le tout, l'État, qui verrait ses caisses mieux remplies par des entreprises plus compétitives, et qui n'avait de ce fait aucune raison de ne pas encourager *via* le droit un processus dont il avait tout à gagner (plus de croissance, moins de chômage, plus d'impôts).

Voilà pour la description du processus. Reste à l'expliquer : comment les parties prenantes (et, notamment, État et salariés) se sont-elles laissées convaincre que la focalisation sur l'actionnaire rendrait l'entreprise meilleure ? Convaincues, elles l'ont en effet été. En réalité, loin d'avoir affaire à une opération orchestrée de main de maître par des esprits machiavéliques, la focalisation sur l'actionnaire aurait en dernier ressort été impossible sans une modification plus profonde, qui tient à la représentation de ce qu'est une entreprise. Modification qui n'a pas été opérée par les départements de finance des universités : les chercheurs n'ont fait que tirer les conséquences logiques de la remise en question de cette forme institutionnelle qu'a été, jusqu'aux années 1960, la grande entreprise managériale, thématifiée notamment par Alfred

Chandler. Jusqu'alors, l'entreprise était dirigée par les managers, « main visible » du marché, et si les actionnaires étaient propriétaires du capital, ils n'étaient pas propriétaires de l'entreprise : l'« enjeu » de l'entreprise dépassait la question du capital et l'actionnaire n'était pas, loin s'en faut, le souci majeur des managers. Cette représentation, selon laquelle l'entreprise en tant qu'institution dispose d'une existence réelle, qui ne se situe pas sur le même plan ni dans la même dimension que les investissements financiers réalisés par les actionnaires, a cédé. Et le bouleversement de la représentation de la firme emporte avec elle de grandes conséquences. Comment le comprendre ?

Il y a encore soixante ans, la grande entreprise était un monde de briques et de ciment, de cheminées, de mines, etc. Un monde véritablement tangible, matériel et bien réel. Or la transformation de l'architecture productive à partir des années 1970 a eu pour effet de *dématérialiser* toujours plus le monde économique. Cet article n'est pas le lieu pour détailler ces transformations, cependant on peut rappeler trois axes. Du point de vue de l'organisation, l'informatisation introduit une dose d'immatériel dans la gestion des entreprises. Du point de vue de la structuration, la production immatérielle connaît une hausse vertigineuse. Enfin, du point de vue de la commercialisation, la baisse des barrières commerciales, qui devient évidente à partir des années 1970, a pour effet de placer les entreprises dans l'obligation de repérer toutes les virtualités (à la hausse, à la baisse, aussi bien pour les *input* que pour les *output*) ; il faut être mobile, rapide, et pour cela, donc, être trop « matériel », « tangible », « lourd » (comme on parlait d'industries lourdes) est un handicap : la saisine des virtualités du marché pousse à la virtualisation de l'entreprise. Ces

trois axes ont en commun, chacun à leur manière, de transformer l'architecture productive dans le sens de la dématérialisation, de la désincarnation de l'entreprise. La grande entreprise affirmait sa puissance par son existence matérielle, tangible et stable. Le « groupe », qui lui succède, affirmera sa puissance par son existence flexible, virtuelle et immatérielle. Montée de l'économie de la connaissance, développement des NTIC, globalisation du marché : les trois logiques à l'œuvre composent et démultiplient leurs effets. Une donnée décisive bascule : l'entreprise avait jusqu'alors une existence réelle, qui la faisait se situer dans une autre dimension que les capitaux, abstraits car financiers. Cette distinction entre deux dimensions – la dimension sociale et concrète, la dimension financière et abstraite – s'effrite sous le coup de la transformation de la structure productive. La représentation de la firme change, elle devient un ensemble abstrait de contrats (Williamson), alors la rencontre avec le monde abstrait de la finance et des actionnaires peut se produire. La montée en puissance de l'actionnaire – et avec lui de la finance – n'est pas tant liée à un coup de force qu'à la transformation de l'entreprise, dont l'abstraction croissante, en tant qu'institution, rend possible à un moment donné la rencontre avec la finance.

C'est en fonction de cette métamorphose de la production que l'on peut comprendre comment dans la sphère économique l'actionnaire s'est substitué au manager dans l'exercice du pouvoir : la place était vide, et la finance, par son aptitude à l'immatériel et à l'abstrait, se situait en parfaite consonance avec les transformations de l'architecture productive. Auparavant, lorsque l'entreprise avait une existence en tant qu'institution sociale, les managers, spécialistes techniques des enjeux, avaient le dessus sur tous les autres – employés, syndicats, actionnaires, pouvoirs

publics, par structure moins bien informés. Eux seuls, de par leur connaissance de la physique de l'entreprise, en connaissaient l'institution. Ils étaient légitimes dans l'exercice du pouvoir sur la *réalité* de l'entreprise, à laquelle étaient fixés des objectifs plus concrets et qualitatifs que quantitatifs et abstraits. À partir du moment où l'entreprise se dématérialise, le meilleur point de vue sur elle n'est plus le fauteuil du directeur, encore moins la chaîne de production. Celui qui veut savoir doit passer non plus par la « physique » mais par la chimie : par les données abstraites, quantitatives, qui permettent seules de se faire une représentation de l'ensemble abstrait, délocalisé, dématérialisé, qu'est entre-temps devenue la firme. C'est ainsi que la finance fait son entrée, aussi bien de l'extérieur de l'entreprise (l'abstraction de l'entreprise se trouve connectable à l'abstraction du marché) que de l'intérieur (la finance en tant qu'outil principal d'allocation des forces productives dans l'entreprise). Sur le second point, l'abstraction de la représentation de l'entreprise a ouvert la voie à un bouleversement de la très ancienne comptabilité, en partie double. Une fois que les actifs deviennent instables, virtuels, immatériels, la question de leur évaluation se complexifie terriblement. L'environnement économique immatériel est si rapide, si flottant qu'il appelle en matière comptable l'introduction de la *fair value*, c'est-à-dire de l'évaluation à l'aune des différents actifs sur le marché. L'abstraction a donc pour conséquence directe de faire pénétrer la « valeur » de l'entreprise dans une instabilité de principe, si bien que l'homme fort devient le virtuose de la comptabilité créative (avec les risques de débordement et de « dopage » de la valeur révélés entre autres au moment Enron, exemple type de l'entreprise à la valeur inestimable, car en réalité inévaluable). L'abstraction de la valeur – flot-

tante, incertaine, indéfinie – a paradoxalement des conséquences tout à fait concrètes. Il n'est pas dans la logique de la valeur, toute concentrée qu'elle est sur l'immatériel, de se soucier des conséquences matérielles et concrètes. Si bien qu'il devient envisageable d'enclencher des opérations controversées (licenciements, délocalisations) au nom d'une abstraction en marche. Mais une fois encore, soulignons-le, il n'est pas question d'un complot : la délocalisation d'une entreprise au nom de l'amélioration du retour sur investissement est absolument logique une fois que l'entreprise est moins une réalité stable, qu'une abstraction en mouvement. Il y a, de ce point de vue, un message de vérité dans cette blague qui circula dans les années 1990 parmi les directeurs de ressources humaines, sommés de procéder à des licenciements : « J'ai deux nouvelles à vous annoncer. Une bonne et une mauvaise. La mauvaise : vous êtes virés. La bonne : vos actions vont monter. » Ce n'est que vingt ans plus tard que nous prenons la mesure de l'énormité des conséquences concrètes de ce qui est cognitivement une abstraction. La compréhension de ce moment appelle un considérable effort intellectuel. Mais ne nous renions pas : à cette abstraction nous étions fondés à croire collectivement. Nous n'avons pas été manipulés.

Le développement qui précède permet de comprendre non seulement les raisons du retour de l'actionnaire, mais aussi les motifs pour lesquels on a eu tendance à mobiliser, plutôt que la règle « du profit pour l'actionnaire », ou de « la rentabilité pour l'actionnaire », la règle de la « valeur pour l'actionnaire ». On rejoint, grâce à un exemple précis, ce qui a été dit plus haut sur l'utilité des « valeurs ». C'est que le recours à la valeur, plutôt qu'au profit, ou à la rentabilité, a pour lui l'immense avantage de la réputation (la

valeur est spontanément perçue favorablement, le profit est, disons, plus controversé), et aussi, et peut-être surtout, de l'indétermination. Dans la sphère économique, le passage aux valeurs résout en effet deux problèmes politiques : d'une part, il permet de pacifier la puissante opposition d'intérêts des différentes parties prenantes de l'entreprise (pour faire simple, la lutte des classes). D'autre part, la notion de valeur pour l'actionnaire est, comparée au profit ou à la rentabilité, tellement floue, tellement abstraite, qu'elle démultiplie le pouvoir de ceux qui viennent de le gagner. Ainsi y a-t-il deux éléments distincts dans la promotion de la « valeur pour l'actionnaire » : d'une part, la dématérialisation de la firme qui favorise la montée en puissance de l'actionnaire ; d'autre part, l'esprit de toute une époque qui aux enjeux (profits, rentabilité) préfère les valeurs (et, dans ce cas, la valeur pour l'actionnaire), car leurs effets de puissance sont plus grands.

Il n'est pas impossible, dès lors que l'on croit avoir compris d'où vient la valeur « valeur pour l'actionnaire », de situer dans la sphère économique un exemple particulièrement frappant du passage aux valeurs situable par ailleurs dans la société : le souci de « la création de valeur pour l'actionnaire » joue dans le monde de l'entreprise le même rôle que l'appel aux valeurs dans le reste de la société. Dans le monde économique, l'imprécision de la notion de valeur pour l'actionnaire joue un rôle parallèle à l'indéfinition des valeurs politiques. Le concept se prête en fait à tout. C'est indéniablement sous les gouvernements de Reagan et de Thatcher que la double substitution (les enjeux par les valeurs, et le manager par l'actionnaire) s'est peu à peu installée dans les esprits. Contre toute facilité, il ne faut y voir aucun complot. Simplement, il faut observer la consonance entre la dérégulation

et le passage aux valeurs : l'un n'est pas la cause de l'autre, les deux marchent ensemble. Cela peut sembler à première vue étonnant, mais c'est ainsi : une fois qu'on dispose d'un discours sur « les » valeurs, on avance avec une pierre de touche inattaquable qui a pour conséquence de placer ceux qui brandissent « les » valeurs en situation d'agir en dehors de toute règle. Paradoxe, il faut le souligner, de toute une époque – la nôtre – dans laquelle le grand retour des valeurs – et donc supposément de l'« éthique » – se manifeste dans les faits par une irrésistible dynamique de dérégulation et de dévalorisation. Si étrange que cela puisse paraître au premier abord, l'appel aux valeurs a ainsi pour principale conséquence pratique de noyer dans le flou tout ce qui reste de considération éthique dans l'action politique et économique. Du point de vue cognitif, valeurs et dérégulation marchent du même pas.

J'avais souligné plus haut les risques du passage aux valeurs ; nous le retrouvons ici, sous un autre angle d'analyse. Dans le cas de l'économie, si, au départ, « la création de valeur pour l'actionnaire » est supposée mettre tout le monde d'accord, à l'arrivée il est question de « patrons-voyous », de « licenciements boursiers » et de « parachutes » (fussent-ils dorés). Les avantages attendus du passage aux valeurs étaient des faux-semblants : on croyait échanger la rationalité contre le consensus, il semble en fait qu'on ait perdu et l'une et l'autre. Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve ces deux prémisses à l'œuvre dans la crise financière : cocktail d'irrationalité et de déploiement de forces que plus rien ne vient mesurer partout où le passage aux valeurs a stérilisé le recours au *logos*. Le monde économique est sans doute, de ce point de vue, un indicateur politique avancé du caractère en

fait extraordinairement explosif de la tendance générale du recours aux valeurs. Loin d'offrir l'espace où l'on débat sans plus se combattre, elles transforment le social en un lieu où l'on combat sans plus jamais débattre. La création de valeur pour l'actionnaire était supposée pacifier l'entreprise et la mettre en ordre de bataille. Elle fait de l'économie un champ de bataille, avec cette forme innovante de pacification qu'est la séquestration de patrons. Inutile d'accuser les banquiers, la finance ou les employés : c'est peut-être une modification du régime de sens, modification placée sous le signe de l'évanouissement de la volonté de produire du sens, qui se joue à travers le recours abstrait aux « valeurs ». Il faudra comprendre comment on est passé d'un régime où « l'homme absurde » est happé par une angoisse de non-sens à un régime où nous sommes saisis par la tentation du hors-sens.

Jérôme Batout.

Victime

L'horizon indépassable de notre temps

Il fut un temps où l'on n'avait d'yeux que pour le succès. Où l'on couronnait les vainqueurs, encensait les inventeurs, célébrait les découvreurs, glorifiait les grands savants, les grands écrivains, les grands artistes, les grands capitaines d'industrie. Où l'histoire entière était une histoire des avancées de l'humanité : sinon du progrès, au moins de la croissance. Ce temps est révolu. Aujourd'hui, les seuls vainqueurs que l'on couronne sont des sportifs et encore à

Jérôme Batout est économiste et philosophe. Il est actuellement administrateur de mission pour Médecins sans frontières.